

DU DIOXYDE DE CARBONE et la souveraineté nationale

où les gaz à effet de serre et particulièrement le dioxyde de carbone sont analysés et répertoriés par secteur d'activité. Cependant, il y a lieu de constater que lors de l'examen et de l'analyse des travaux de recherche effectués par BP et Statoil en Europe, au Japon et aux Etats-Unis et consacrés à la séquestration du CO2 dans le site gazier de In Salah depuis juin 2004 et publiés entre 2009 et 2011, exclusivement en anglais, il n'y a pas un seul laboratoire algérien impliqué, ni un quelconque chercheur algérien de mentionné ! Peut-on alors parler réellement de joint-venture, de partenariat gagnant-gagnant, de transfert de savoir et de savoir-faire ?

Le site d'In Salah n'est-il pas devenu un immense laboratoire d'observation, d'essai et d'expérimentation de la séquestration du CO2 par des laboratoires dont les principaux pays sont membres de l'OTAN ? Des travaux similaires ne sont-ils pas menés à In Amenas et dans d'autres sites gaziers où Total et GDF Suez, en partenariat avec Sonatrach, comptent réaliser un projet de séquestration de CO2 dans les champs gaziers de Timimoune et Touat, en dehors de tout contrôle par des compétences algériennes puisqu'aucun laboratoire algérien n'est légitimement impliqué ? Par ailleurs, l'éligibilité des projets de séquestration de CO2 dans les gisements de gaz dans le mécanisme de développement propre, jusqu'ici non inclus dans le Protocole de Kyoto, permettra leur enregistrement auprès des

Le site d'In Salah n'est-il pas devenu un immense laboratoire d'observation, d'essais et d'expérimentation de la séquestration du CO2 par des laboratoires dont les principaux pays sont membres de l'OTAN ?

Nations unies, accédant ainsi à la monétisation des quantités de CO2 injectées en vue de transactions sur le marché international des crédits carbone. La distribution des terres au Sahara pour le développement de l'agriculture et particulièrement le long du tracé du transfert de l'eau vers Tamanrasset ainsi que la présence de puits et forages abandonnés, ne vont-ils pas transformer en catimini le Sahara en une vaste poubelle des déchets des industries algérienne et européenne contre des crédits carbone ? Ne sommes-nous pas ainsi en droit de tirer la sonnette d'alarme pour nous prémunir contre des catastrophes anthropiques à venir ?

- Il devient alors urgent de :
- 1- rédiger un code sur les sites de stockage géologique du dioxyde de carbone ;
 - 2- définir à qui appartient le CO2 une fois enfoui. S'il n'est pas inerte, reste-t-il juridiquement un déchet, un déchet toxique ou un déchet dangereux ?
 - 3- définir la responsabilité en cas de dommages futurs provoqués par le CO2 sur le vivant, la nappe albiennne, la faune ou les écosystèmes, notamment dans les régions habitées ;
 - 4- définir le niveau de précaution que l'État et les entreprises responsables ou concernées doivent prendre ;
 - 5- adopter une stratégie définissant clairement les risques et les dangers que présentent l'exploration, l'exploitation et l'usage des gaz à effet de serre et notamment le CO2 ;
 - 6- revoir et mettre à jour le code minier ainsi que le code sur le stockage et l'enfouis-

sement des déchets ;

7- accorder une grande importance à la ressource humaine par la formation en qualité et en quantité de professionnels dans le domaine avec les équipements et les laboratoires nécessaires dans les centres de recherche et les universités ;

8- codifier et renforcer les mesures de prévention et de sécurité par une meilleure information des populations afin d'assurer leur protection et ainsi que celle de la préservation de l'intégrité du territoire. Ce sont là des

mesures indispensables pour garantir la souveraineté et l'intégrité du territoire, protéger et préserver l'environnement et des écosystèmes, assurer la sûreté et la sécurité des personnes et des biens, maîtriser l'usage des produits chimiques et des déchets, résultats de l'exploration et de l'exploitation notamment du gaz de schiste très riche en CO2 et gaz toxiques.

**H. B.
Expert, consultant en gestion et prévention des risques de catastrophe**

Références

1. Wright I. W., Mathieson A. S., Riddiford F., Bishop, C. In Salah CO2 Storage JIP: Site Selection, Management, Field Development Plan and Monitoring Overview. Energy Procedia 00 (2010) 614–000
2. CO2 Technology Centre Mongstad Project (formerly European CO2 Technology Centre Mongstad Project). <http://csiforum.org/projects/europeanco2tech.html>
3. http://www.statoil.com/AnnualReport2008/en/CountrySpotlight/Algeria/Pages/3-2-6-3-1_Algeria.aspx
4. Y. Merabet. Energie : Le nouveau Lobby «technologique» du captage et du stockage du CO2 Le Quotidien d'Oran du 8 février 2010.
5. http://www.north-africa.com/mobile/naj_economy/industries_markets/1noveleven45.html
6. Directive 2009/31/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 avril 2009 <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:140:0114:0135:FR:PDF>
7. The new EU Directive on Geological Storage of CO2 from a Norwegian Perspective http://www.bellona.org/filearchive/fil_Burying_CO2-The_New_EU_Directive_on_Geological_Storage_of_CO2_from_a_Norwegian_Perspective.pdf
8. Statutory Instruments 2011 No.2305 Environmental Protection The Storage of Carbon Dioxide (Access to Infrastructure) Regulations 2011 <http://www.legislation.gov.uk/uksi/2011/2305/made>
9. In Salah Fact Sheet: Carbon Dioxide Capture and Storage Project. http://sequestration.mit.edu/tools/projects/in_salah.html
10. James Kanter, Obstacles to Capturing Carbon Gas. The International Herald Tribune August 1, 2011
11. En Algérie, étude de l'impact d'une éventuelle fuite de CO2 en contexte de stockage <http://www.brgm.fr/content/algerie-etude-impact-eventuelle-fuite-co2-contexte-stockage> <http://www.statoil.com/en/OurOperations/ExplorationProd/ncs/Pages/SnohvitNewEnergyHistoryInTheNorth.aspx>